Histoire d'une cohorte d'étudiants du DEUG A (1976-1980)

Ombres et lumières du système universitaire

par J. Couget, J. P. Gilly, M. Guillemot, M. C. Labarre et C. Metge

(Groupe d'études et de recherche pédagogique de l'Université Paul Sabatier, 31077 Toulouse Cedex).

Depuis quatre ans, le Groupe d'Études et de Recherche Pédagogiques (1) de l'Université Paul Sabatier (UPS) de Toulouse poursuit une étude longitudinale sur le *devenir universitaire et professionnel* de la cohorte d'étudiants s'étant inscrits au DEUG A (2), en octobre 1976.

La méthode retenue est celle du questionnaire préalablement testé sur un échantillon d'individus pris au hasard. Les taux de réponses pour chaque année universitaire ont toujours été supérieurs à 70 %. Les données ainsi collectées ont fait l'objet d'une exploitation informatique sur la base des six paramètres suivants : sexe, âge, origine sociale, origine géographique, origine scolaire, section du DEUG.

A ce jour, quatre rapports ont été publiés (3). Ils sont relatifs, d'une part, aux différents flux d'étudiants poursuivant « normalement » le cursus universitaire et, d'autre part, à ceux qui ont quitté prématurément l'Université au cours du 1er cycle.

Il nous a paru souhaitable, maintenant que nous disposons d'un certain recul, de dresser un bilan général du DEUG A. A cet effet, nous avons schématisé dans le tableau I l'évolution globale, de 1976 à 1980, de notre cohorte initiale.

Le 1er cycle des études universitaires comporte, en principe, deux années de scolarité. En fait, sur les 683 étudiants inscrits en octobre 1976, seulement 163 (soit 24 %) ont obtenu le DEUG A en 2 ans. Ce constat pose un premier problème : celui de l'adaptation des enseignements dispensés et de la pédagogie pratiquée aux caractéristiques spécifiques des étudiants de première année.

Corrélativement :
- 114 étudiants (soit 17 % de la cohorte de base) ont dû consacrer trois ans voire même quatre (pour 19 d'entre eux) pour obtenir ce diplôme.
- 378 ont quitté l'Université sans aucun diplôme : 273 lors de leur première année d'Université, 105 après plus d'un an de scolarité.

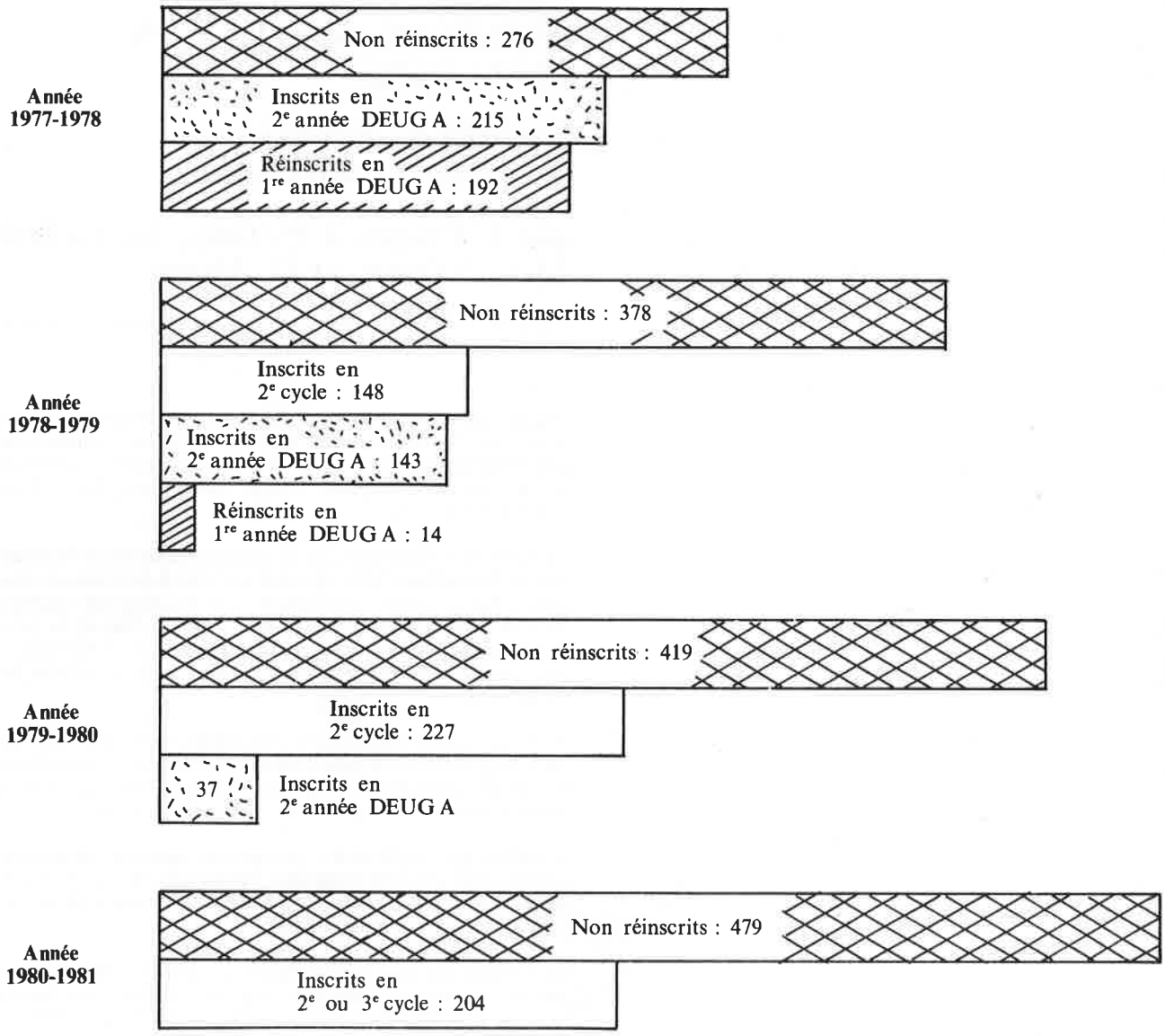
La brutalité de ces résultats nous interpelle en tant qu'enseignants. Comment expliquer ce taux « d'échec » considérable, en évitant de tomber dans le piège d'interprétations simplistes, celle de la soi-disant baisse du niveau des étudiants par exemple ?

Il serait, par ailleurs, intéressant de mesurer l'éventuel profit, tiré tant sur le plan personnel que professionnel, d'un court temps de passage à l'Université.

Les analyses qui suivent ne permettront pas de répondre à ces

Tableau I. Histoire universitaire d'une cohorte d'inscrits pour la première fois au DEUG A (1976-1980)

Année 1976-1977	Cohorte initiale	Effectif : 683



Situation au 29.11.80
Repérage, à partir des procès-verbaux d'examen, du diplôme le plus élevé obtenu à l'U.P.S.

Absents à toutes les sessions d'examens : 226	Éliminés : 130	51 *	Titulaires du DEUG A : 158	Licenciés : 60	Maîtrises : 59

* Reçus à la 1re année du DEUG A ou diplômés d'Université.

questions, ni de résoudre les problèmes liés aux enseignements dispensés dans les premiers cycles des Universités françaises : les réponses à apporter dépassent évidemment le seul cadre des programmes et des pratiques pédagogiques !

Nous espérons, toutefois, que les éléments d'information et de réflexion que comporte notre étude donneront aux lecteur un éclairage sur certains aspects du « mal universitaire » particulièrement aigu en ce début de décennie.

Profil « moyen » de l'étudiant inscrit en 1re année du DEUG A

De sexe masculin (la cohorte initiale ne comporte que 25 % de femmes), l'étudiant de 1re année est majeur et célibataire : plus du quart des étudiants a même vingt ans ou plus au moment des inscriptions. Il est vrai, qu'en 1976, l'UPS recevait un fort pourcentage d'étrangers (près de 20 %) généralement plus âgés que leurs camarades français.

La **scolarité antérieure** de notre étudiant « moyen » a été sanctionnée par l'obtention du Bac C : les détenteurs des Bacs D, E, F ou d'un titre équivalent représentent globalement moins de la moitié de l'ensemble des effectifs. Une nette modification de cette répartition, conduisant notamment à un recul du Bac C au profit du Bac D, a été enregistrée lors des inscriptions d'octobre 80. Il n'est pas encore possible de savoir s'il s'agit d'une perturbation ponctuelle ou de l'amorce d'un changement plus structurel dans le profil des actuels étudiants du DEUG A.

En ce qui concerne **son origine sociale,** on retrouve le décalage, si souvent mis en évidence, entre la répartition des catégories socio-professionnelles (CSP) de la société française, considérée dans son ensemble, et celle de la population dont les enfants vont à l'Université. C'est ainsi que les enfants de père ouvrier ne représentent que 13,6 % de l'effectif des inscrits, en octobre 76, à l'UPS alors que cette CSP représente, au niveau national, environ 37 % des actifs.

Le travail de la mère (quelle que soit sa position dans la hiérarchie des fonctions) semble plutôt bénéfique pour la progression scolaire de l'étudiant, puisque cette sous-population regroupe la plus forte proportion « d'étudiant en avance » *.

Au niveau de **l'origine géographique,** il apparaît que le tiers des étudiants provient du département de la Haute-Garonne. Ce sont d'ailleurs ces mêmes étudiants qui, potentiellement, sont les plus avantagés dès le démarrage de leurs études supérieures : issus d'un milieu aisé, « à l'heure ** ou « en avance », ayant obtenus le Bac C, ils sont mieux *informés* et se sentent moins *isolés* à l'Université que la moyenne de la population objet de cette étude. On peut mesurer, là, les disparités spatiales qui ne cessent de s'accentuer entre le monde rural et les grandes métropoles urbaines.

Les motivations d'entrée à l'Université et d'inscription au DEUG A sont assez inattendues :

- 10 % de l'effectif n'avait pas d'autres possibilités (inscription refusée dans le cadre des IUT, du BTS, pas de possibilité d'emploi),
- 25 % seulement ont l'intention, dès le départ, de poursuivre des études ultérieures. Parmi eux, beaucoup, en 1976, envisageaient l'enseignement comme débouché professionnel,
- près de 50 % sont venus à l'UPS dans la perspective de présenter des concours (concours administratifs, concours d'entrée à des écoles d'ingénieurs...).

Le premier cycle universitaire est donc, surtout, envisagé par les jeunes bacheliers venus s'inscrire à l'UPS, comme un tremplin pour la préparation de différents concours débouchant, soit sur le secteur public, soit sur l'obtention du titre d'ingénieur. Ce choix est évidemment guidé par leur désir de se prémunir vis-à-vis de l'angoissant problème des débouchés en privilégiant les voies qui conduisent à une plus grande sécurité de l'emploi.

- 2 % seulement de la population initiale se sont orientés vers le DEUG A en raison de sa finalité professionnelle, thème qui pourtant est un des arguments invoqués lors de la création des DEUG en 1973.
- 2 %, enfin, déclarent avoir été attirés par le prestige de la formation universitaire. Il s'agit surtout d'étrangers.

Une scolarité incompatible avec une activité salariée

Avant leur inscription à l'Université, en octobre 76, très peu d'individus de la cohorte initiale (une dizaine) ont exercé un travail à temps complet. La difficulté d'entreprendre des études scientifiques supérieures, après une activité professionnelle, est encore réelle aujourd'hui malgré les progrès de la Formation continue.

Pendant leur scolarité à l'UPS, moins de 6 % des étudiants (dont 1 % seulement à temps complet) occupent une fonction rémunérée.

* *moins de 18 ans au 1/10/76.*
** *« à l'heure » : 18 ans en octobre 76.*

Si l'on fait référence aux résultats de l'enquête de Y. Agnès (4), cette proportion est très faible : il apparaît clairement que l'organisation matérielle de l'enseignement scientifique, peut-être à cause des travaux pratiques obligatoires, ne permet pas à l'étudiant de mener de front ses études et une activité rémunérée.

La seule réponse à ce problème, que fournit actuellement l'UPS, est le « Statut d'étudiant à mi-temps ». L'étudiant salarié peut, dans le cadre du DEUG, étaler sur deux années les matières enseignées normalement en un an mais, en aucune autre façon différencié de ses camarades, il abandonne assez rapidement.

Les quelques étudiants qui occupent un emploi y sont contraints, dans leur quasi totalité, par des raisons de survie financière ce qui n'étonnera personne ! Une fois de plus est posé le problème de la *rémunération des étudiants :* celui des bourses en particulier (2 étudiants sur 3 ne sont pas boursiers). Leurs activités salariées se répartissent de manière sensiblement égales dans les domaines suivants : travail de bureau, manutention, travaux saisonniers agricoles ou liés aux loisirs, surveillants d'établissements scolaires.

Pendant les vacances universitaires d'été, la proportion d'étudiants travaillant devient importante (près de 50 % en 2e année). Ils effectuent le plus souvent des travaux temporaires rémunérés aux taux du SMIC. Le désir d'autonomie financière est certainement responsable, en partie, du fait que très peu d'étudiants de 1er cycle envisagent d'effectuer un stage technique, ce dernier n'étant que rarement indemnisé correctement.

Une ambition professionnelle qui se réduit au fil des années

Interrogés sur son « projet professionnel », un étudiant sur deux (57 % en 1re année, mais 45 % en 2e année dont seulement 39 % pour les redoublants) déclare avoir un projet professionnel mais, le plus souvent, celui-ci reste vague et imprécis.

Par suite de la baisse de ces pourcentages au cours du temps, on peut se demander si le fait d'avoir un projet professionnel est réellement un facteur de réussite dans les études entreprises ? Il est vraisemblable que les difficultés scolaires, conjuguées aux effets de la crise sur le marché de l'emploi, font actuellement douter les étudiants de leur avenir. La chute de motivation professionnelle s'accompagne en effet d'une moindre ambition sociale : alors que 45 % des étudiants envisageaient « la carrière d'ingénieur » en 1977, ils ne sont plus, en 1978, que 38 % pour les non redoublants et 10 % pour les redoublants. De même, en octobre 76, plus d'un étudiant sur 3 (dont 70 % des femmes) envisageait l'enseignement comme activité professionnelle future ; en 1978 ils ne sont plus que 22 % pour les non redoublants et 14 % pour les redoublants. Inversement la proportion de « techniciens » est passée de 6 % à 29 % et 16 % respectivement.

Même si les étudiants n'ont généralement pas une prise de conscience très nette de la situation socio-économique, il est certain que ces chiffres sont à relier à la crise actuelle de l'emploi. Dès lors, pour trouver un débouché professionnel ces étudiants pensent pouvoir « se débrouiller » : plus de 50 % d'entre eux privilégient, en effet, aux divers organismes spécialisés dans l'information des carrières, ce qu'ils considèrent être « des démarches personnelles ». Pourtant nos questions précises au sujet de rencontres éventuelles, à l'Université, avec différents représentants du secteur économique : ingénieurs, techniciens, cadres administratifs, syndicalistes, ont obtenu les plus forts pourcentages de non-réponses (de 30 à 50 %).

Les trois quarts des seuls étudiants s'étant exprimés à ce sujet souhaitent rencontrer des ingénieurs, techniciens et employeurs, mais un tiers seulement envisage des contacts avec des syndicalistes. Il semble que ces étudiants fassent plus spontanément appel aux catégories de professionnels concrétisant le statut social qu'ils visent. On a pu noter une même réticence vis-à-vis du syndicalisme étudiant. Les mouvements de grève de la fin 1980 et du début 1981 semblent abonder dans ce sens.

Enseignement et vie à l'Université

Au cours de leur scolarité antérieure, 50 % des étudiants du DEUG A ont redoublé une fois, 12 % au moins deux fois. L'enseignement universitaire s'adresse donc massivement aux élèves dont le cursus scolaire est « normal » mais moyen *, c'est dire à quel point la sélection opère durement au niveau du secondaire et du primaire.

Une inadaptation certaine à la vie universitaire

Par rapport au lycée, la majorité des étudiants ressent à l'Université « une plus grande autonomie » (93 %) et une « ouverture d'esprit plus large » (75 %) mais, en même temps, un sentiment de « bachotage plus intense » (56 %) et une « ambiance générale » moins bonne (55 %).

Ces impressions, qui semblent contradictoires, reflètent sans aucun doute une double évolution : d'une part la diminution sensible des contraintes administratives (justification des absences par exemple), d'autre part une exigence intellectuelle et un sens des responsabilités accrus.

La perception d'une mauvaise ambiance à l'Université est très souvent présente dans les réponses des étudiants qui stigmatisent un « fort sentiment d'isolement ». Ce dernier se perpétue durablement, puisqu'après deux années universitaires, seulement un étudiant sur cinq se sent moins isolé que lors de son entrée à l'UPS. Ajoutons qu'un étudiant sur deux ne passe aucun de ses loisirs avec des camarades de l'Université et ceci aussi bien pour les non redoublants que pour les redoublants.

S'il est vrai que les étudiants, qui s'inscrivent pour la première fois dans une Université, viennent d'horizons géographique et scolaire différents et qu'il s'en suit nécessairement un temps d'adaptation, on peut néanmoins affirmer que l'Université (par son organisation matérielle, administrative et pédagogique) ne crée pas les conditions d'une véritable vie sociale : 4 étudiants sur 10 désertent le campus à l'issue de leurs heures de cours.

Le type d'enseignement dispensé à l'UPS traduit et explique, pour une part, ce phénomène. Les étudiants du DEUG A travaillent le plus souvent « tout seul » (86 %) et beaucoup plus rarement en petits groupes. Ce travail, pour 60 % d'entre eux, les occupent de 5 à 15 heures par semaine en dehors des heures de cours, de travaux dirigés et de travaux pratiques **.

Un certain refus du monde extérieur

Trois étudiants sur quatre estiment que l'enseignement reçu est plutôt abstrait et que sa finalité professionnelle est insuffisamment marquée. Cette proportion, même si elle baisse en deuxième année, correspond bien à l'idée couramment admise dans l'opinion selon laquelle l'appareil universitaire est trop refermé sur lui-même et coupé des réalités socio-économiques. Il faut cependant noter que ces critiques, qui sont surtout le fait des enfants des classes aisées (83 % des enfants de cadres contre 50 % des enfants d'ouvriers), sont, en fait, difficiles à interpréter dans la mesure où ces mêmes étudiants manifestent, à une forte majorité, leur *manque d'intérêt* à l'égard de *contacts avec l'extérieur* envisagés sous forme de rencontres, à l'Université, avec des professionnels.

Une question portant sur l'importance à accorder aux disciplines non principales (économie, langues, etc.) dites secondaires renforce et précise l'attitude contradictoire des étudiants que nous avons interrogés. En première année, les deux tiers d'entre eux, malgré un emploi du temps chargé, considèrent que les matières secondaires sont insuffisamment développées. Toutes les sections du DEUG sont en particulier unanimes pour regretter l'absence d'un enseignement de langues. Au cours de la seconde année d'Université, la proportion s'inverse : deux étudiants sur trois jugent que ces matières secondaires sont suffisamment prises en compte.

La cause de ce renversement de tendance et plus généralement l'explication du caractère contradictoire de certaines réponses des étudiants nous semble évidente : *l'examen*, c'est-à-dire *le diplôme*, sous la double contrainte des institutions et de la société, devient rapidement le seul objectif à atteindre avec, peut-être aussi, la « complicité » plus ou moins consciente des enseignants.

Une satisfaction mitigée vis-à-vis des structures pédagogiques

La majorité des étudiants (près de 60 %) reste cependant critique vis-à-vis du système d'enseignement, particulièrement au sujet des horaires et du « contrôle continu des connaissances ». Les enfants d'ouvriers quant à eux, peut-être parce qu'ils estiment avoir réalisé leurs ambitions en entrant à l'Université, et les titulaires du bac E, peut-être parce qu'ils sont déjà modelés par une formation technologique assez contraignante, sont parmi les plus satisfaits du système d'enseignement. D'une manière plus générale, ces deux catégories sont les mieux intégrées au moule universitaire.

Qu'en est-il de la participation des étudiants aux diverses instances universitaires ?

Si, pour la grande majorité (70 %), l'idée de participation est jugée souhaitable et nécessaire, la réalité de sa mise en œuvre est fortement contestée à l'exception toutefois de la Commission pédagogique de première année qui est l'instance la plus proche des étudiants. En général, les étudiants se sentent peu écoutés et estiment avoir un pouvoir limité, voire inexistant.

Notre suivi de la cohorte révèle que la participation *effective* des étudiants devient de plus en plus faible au fil des années, alors qu'ils acquièrent une expérience concrète de la vie universitaire qui serait fort utile dans le cadre d'instances où les étudiants jouiraient d'un véritable pouvoir de proposition et de décision.

En ce qui concerne la vie extra-universitaire de ces étudiants, nous avons constaté, la première année, un engouement quasi général pour le sport et « les boums » et au contraire un refus assez net des activités politiques ou religieuses. L'activité syndicale, mieux perçue, est surtout jugée souhaitable par les enfants issus des CSP les moins favorisées et par les titulaires du bac E.
En deuxième année, l'intérêt à l'égard de l'ensemble de ces activités baisse notablement ce qui concrétise, une fois de plus, l'incapacité du système universitaire à créer une véritable vie sociale en son sein.

Les départs de l'Université

De 1976 à 1980, 55 % des inscrits d'octobre 76 ont quitté l'Université sans y avoir obtenu un quelconque diplôme. Leur passage à l'UPS a pu durer de quelques semaines à 4 ans ; cependant pour la grande majorité, les départs se sont échelonnés au cours de la première année : 15 % n'ont suivi aucun enseignement, 10 % sont partis au cours du 1er semestre, 25 % au cours du second semestre et 50 % à l'issue d'une année scolaire complète. Dans 90 % des cas, il s'agit d'un départ définitif et, effectivement, avec un recul de 3 ans nous n'avons noté que de très rares retours vers l'Université.

* *La proportion d'élèves ayant redoublé est quasiment nulle à l'INSA et dans les classes préparatoires aux grandes écoles qui concentrent les « élites » de l'enseignement secondaire.*

** *20 % des étudiants consacrent plus de 15 heures par semaine à leur travail personnel.*

Pour quelles raisons quitte-t'on l'Université au niveau du 1er cycle ?

L'âge, la série du Bac et l'origine socio-professionnelle des parents jouent un rôle déterminant dans la plus ou moins grande probabilité d'un départ prématuré. En effet, les étudiants qui « abandonnent » sont le plus souvent « en retard », bacheliers d'une série autre que C et enfants d'ouvriers * ou d'agriculteurs. La CSP des cadres moyens et supérieurs est incontestablement beaucoup moins touchée.

Les diverses raisons invoquées pour justifier ce type de départ sont essentiellement de deux ordres : socio-économique et universitaire. Pour ce dernier, il est surtout fait état du niveau trop élevé du DEUG A, d'une mauvaise adaptation à la vie universitaire (la rupture avec le lycée étant brutale) et, enfin, d'un désintérêt pour l'enseignement dispensé. Ce désintérêt est d'autant plus formulé que les étudiants sont jeunes et issus de CSP favorisées : peut-on voir dans cette tendance l'indice de leur plus grande exigence à l'égard de la formation universitaire ?

Les raisons d'ordre socio-économiques font référence à des difficultés pécunières, aux problèmes que posent des charges de famille, à l'impossibilité de mener de front une activité salariée et des études supérieures et enfin au caractère très aléatoire des débouchés effectivement offerts aux titulaires d'un DEUG.

L'alternative : autre formation ou insertion dans la vie active

Nous avons eu l'occasion d'interroger les ex-étudiants UPS à trois reprises : fin 1977, fin 1978 et en 1980.

Un an après sa première inscription à l'Université, un individu sur deux est déjà orienté vers une autre formation. Le changement de cursus s'est effectué, soit au profit d'études longues (sciences humaines, sciences économiques ou sociales, architecture) pour lesquelles les intéressés se déclarent beaucoup plus motivés, soit au profit d'études courtes. Ces dernières sont choisies en raison de leur caractère beaucoup plus « pratique » que le DEUG A et sont envisagées comme devant permettre une réelle formation professionnelle (IUT, BTS, école d'infirmières, de photo, etc.).

Un tiers est engagé dans la vie active. Les emplois occupés résultent le plus souvent du succès à un concours passé antérieurement à l'inscription à l'UPS : au cours de la classe de 3e pour les instituteurs admis en formation dans les Écoles Normales, au cours des classes terminales pour les techniciens de différents services administratifs (Postes et télécommunications, Météorologie, Trésor public, INSEE, SNCF...). Ceci explique que 70 % des salariés relèvent du secteur public :
- 40 % sont dans l'enseignement ; ce sont des instituteurs ou des surveillants d'établissements scolaires,
- 25 % sont dans les administrations.

Le secteur privé ne concerne que 12 % de l'effectif. On peut s'étonner de la faiblesse de ce pourcentage. Est-il dû à la sous-industrialisation du tissu économique régional ou à l'appréhension des jeunes bacheliers à l'égard d'un monde inconnu, perçu comme hostile ?

En 1977, seulement 20 % de ces « actifs » considèrent leur emploi comme définitif.
Les autres ex-étudiants (≃ 20 %) effectuent leur service national ou préparent des concours, soit de types administratifs (PTT, police, SNCF...), soit d'entrée à des écoles professionnelles (Écoles Normales, d'infirmières, de commerce, etc.) ou encore sont sans travail.

Les réponses aux questionnaires, que nous avons adressés fin 1978, révèlent le maintien des tendances précédentes. La population des « sans travail » a diminué de moitié alors que celle des « actifs » est passée de 30 à 50 %. Les nouveaux emplois ont encore été le plus souvent obtenus par voie de concours. La fourchette des salaires, à cette époque, est comprise entre 2 000 et 3 000 F. Seul le quart de ces actifs perçoit un salaire supérieur à 3 000 F. Quoiqu'il en soit, un individu sur deux considère que son emploi est définitif.

En 1980, les deux tiers des étudiants s'étant orientés, dès 1977, vers d'autres études supérieures longues sont au moins titulaires d'un diplôme de fin de 1er Cycle et poursuivent normalement leur nouveau cursus.

Ceux qui avaient opté pour des études courtes sont pour la plupart arrivés au terme de ces études. Parmi eux, trois titulaires d'un DUT sont même revenus à l'UPS dans le cadre d'un deuxième cycle (2 maîtrises d'informatique, un diplôme de pharmacien). Les autres, actuellement titulaires d'un BTS, d'un DUT ou d'un diplôme délivré par une école professionnelle, recherchent un emploi. Certains exercent déjà une activité salariée mais celle-ci entraîne le plus souvent leur déqualification, il ne s'agit donc pour eux que d'un emploi d'attente.

Quant à la population des actifs de 1980, elle reste assez comparable à ce qu'elle était en 1979. Il y a toujours 50 % des individus occupant un emploi considéré comme définitif. Ils l'ont obtenu, le plus souvent, par voie de concours. Ces emplois, essentiellement du secteur public et semi-public, correspondent dans l'ensemble à la qualification de leurs titulaires qui sont plutôt satisfaits des conditions de travail et des perspectives de promotion tout en regrettant l'éloignement de la région Midi-Pyrénées.
Pour 25 % des actifs, il leur est encore difficile de pouvoir se prononcer sur le caractère définitif ou non du poste qu'ils occupent en 1980. Parmi eux, se retrouvent quelques instituteurs en exercice insatisfaits, soit de leur formation pédagogique à l'École Normale, soit de leurs conditions de travail et des perspectives de promotion ; des contrôleurs du Trésor et plusieurs individus relevant du secteur privé. Ces derniers font parfois référence à leur surqualification.
Le quart restant n'occupe qu'un emploi d'attente. Celui-ci est effectivement un emploi provisoire (surveillant), relève du travail temporaire ou correspond à une nette déqualification pour un bachelier (manutentionnaire, agent d'exploitation, PTT, etc.).

La fourchette des salaires s'étale, en 1980, entre 3 000 et 4 000 F, 10% restant encore voisins de 2 500 F, alors que seulement 8 % sont égaux ou supérieurs à 5 000 F. Dans ce dernier cas il s'agit principalement de postes de technicien des secteurs privés et semi-publics.

Conclusion

Quelques points forts émergent de notre étude. Nous devons souligner tout d'abord le rôle de « filtre » que joue, de fait, le DEUG : 55 % des étudiants inscrits en 1re année ont quitté l'UPS sans aucun diplôme. Ces étudiants quittant prématurément l'Université le font essentiellement pour des raisons d'ordre financier ou scolaire. Ils sont alors généralement placés devant l'alternative suivante : ou poursuivre une autre formation (avec un certain succès d'ailleurs) ou entrer dans la vie active (généralement par le biais de concours du secteur public).

Pour les étudiants qui poursuivent le cursus « normal », nous avons constaté :
- l'inadaptation de l'appareil universitaire vis-à-vis de la demande des étudiants avec, cependant, une insertion progressive de ces derniers dans le moule universitaire,
- un certain refus du monde extérieur, c'est-à-dire des réalités socio-économiques d'aujourd'hui. Cette attitude est certainement liée à la crise et, notamment, à ses conséquences sur l'emploi.

Le « mal universitaire » n'a donc pas ses racines seulement à l'Université mais aussi, et surtout, dans le système économique, social et idéologique actuel et les problèmes auxquels celui-ci n'apporte pas de réponse : montée continue du chômage, crise des

* *Les enfants d'ouvriers, une fois franchi le cap de la première année, présentent un cursus universitaire très comparable à celui des enfants issus de C.S.P. plus favorisées.*

valeurs et du système culturel... Pourtant, ceci ne dégage pas l'Université de toute responsabilité : en tant qu'enseignants nous sommes interpellés, ne serait-ce que pour aider l'étudiant à se situer et à s'engager dans une formation adaptée à ses goûts et ses aptitudes.

En définitive, notre étude pose plus de questions qu'elle ne fournit de réponses : quel rôle d'orientation pourrait jouer la première année de DEUG ? Comment établir des passerelles entre les différentes filières d'enseignement ? Quelles instances de participation réelle des étudiants faudrait-il mettre en place ? Quel type de rapports nouer avec le monde socio-économique ?

Références

(1) Le GERP, créé en 1974, est principalement constitué de deux équipes de recherche : l'une, a une vocation surtout pratique (mise en place d'enseignements basés sur les concepts de la pédagogie par objectifs), l'autre, composée de cinq enseignants de diverses disciplines de l'UPS, s'intéresse au devenir universitaire et professionnel des étudiants de l'Université.

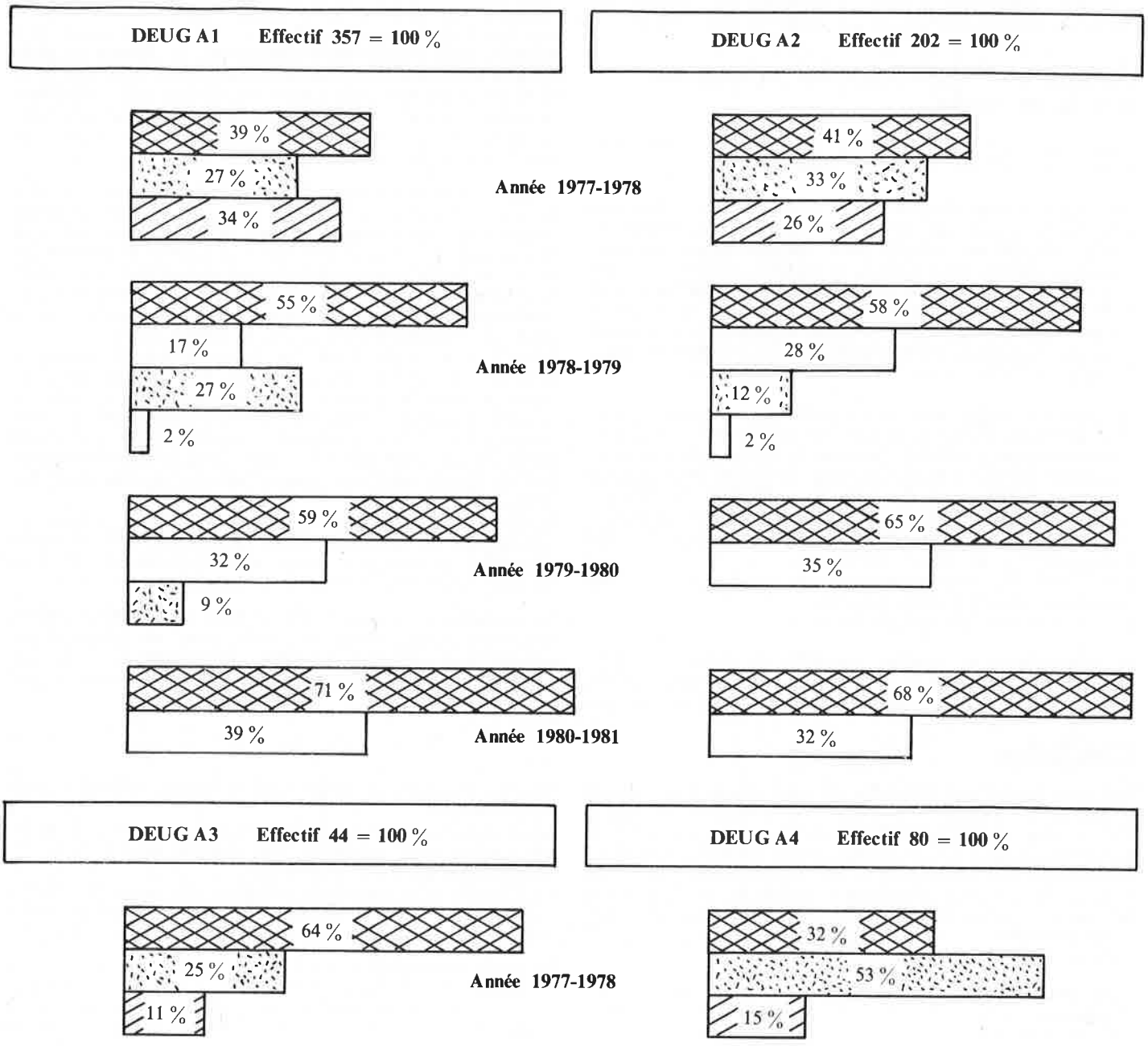
(2) Le DEUG, diplôme d'études universitaires général, a été créé en 1973 dans le but de « sanctionner un premier cycle pluridisciplinaire de formation générale et d'orientation ».

(3) « Le devenir universitaire et professionnel des étudiants inscrits au DEUG A en 1re année au 1er octobre 1976 »
- rapport n° 1, « année universitaire 76-77 »,
- rapport n° 2, « analyse des départs au niveau de la première année du DEUG A »,
- rapport n° 3, « année universitaire 77-78 » (Bac + 2),
- rapport n° 4, « analyse du devenir des étudiants ayant quitté l'Université au niveau de la première année du DEUG A » (année 1978).

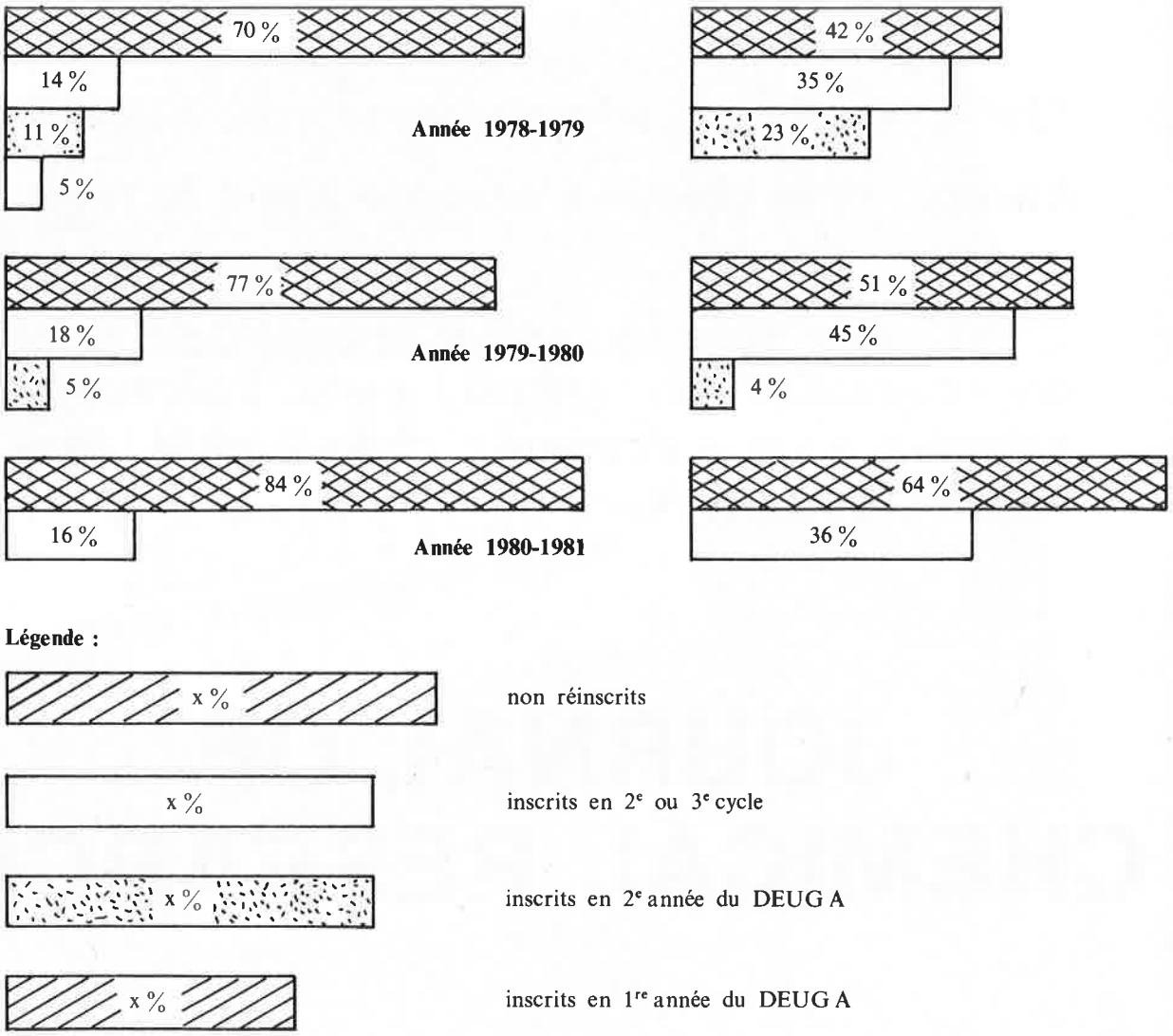
(4) Y. Agnès, *Le Monde de l'éducation*, n° 74, octobre 79 : sur le plan national et pour l'ensemble des Universités (littéraires, scientifiques, sciences sociales) 45 % des étudiants sont salariés.

Annexe I

Histoire universitaire de chacune des quatre sociétés du DEUG A de 1976 à 1980



Annexe I (suite)



Annexe II

Repérage, à partir des procès-verbaux d'examen, du diplôme le plus élevé obtenu à l'UPS (Situation au 29.11.80).

DEUG A1 : section à dominante mathématique

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
32 %	21 %	10 %	19 %	10 %	9 %

DEUG A3 : section à dominante technologie de construction

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
39 %	32 %	5 %	20 %	2 %	2 %

DEUG A2 : section à dominante physique-chimie

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
37 %	16 %	4 %	24 %	7 %	11 %

DEUG A4 : section générale

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
25 %	9 %	8 %	44 %	10 %	5 %

Légende : (1) Absents à toutes les sessions d'examens, (2) Éliminés définitivement, (3) Titulaires de la 1re année du DEUG, (4) Titulaires du DEUG A, (5) Licenciés, (6) Titulaires d'une maîtrise.